ISRAËL ET LES DIPLOMATES FRANÇAIS

Et si cela s'était passé en Algérie

Lundi 6 juillet, pour la deuxième journée consécutive, les forces israéliennes ont refusé l'entrée d'une mission humanitaire de neuf chirurgiens européens, dont quatre Français, dans la bande de Ghaza. Cette équipe médicale, conduite par le chirurgien français Christophe Oberlin, était pourtant mandatée par le ministère français des Affaires étrangères. Elle se rendait à Ghaza pour apporter des soins à une centaine de patients dont plus de la moitié sont des enfants, blessés lors de l'agression israélienne de décembre dernier.

«Nous ne comprenons pas qu'une équipe chirurgicale reconnue puisse être empêchée d'accéder aux personnes qui attendaient d'être opérées à Ghaza. Nous allons l'indiquer clairement aux autorités israéliennes», a déclaré un porte-parole du ministère français des Affaires étrangères.

Cet incident survient moins de cinq jours après qu'un conseiller du consulat de France de Jérusalem eut été refoulé à l'entrée de Ghaza parce qu'il avait refusé d'ouvrir les enveloppes qu'il transportait, contenant les salaires d'employés palestiniens Ce n'est pas la première fois, qu'au mépris des règles les plus élémentaires du droit humanitaire, Israël se rend coupable de tels incidents dont sont également victimes des agents diplomatiques européens, notamment français.

Lundi 22 juin dernier, la directrice du Centre culturel français de Naplouse (Cisjordanie) a été sortie de son véhicule, jetée à terre et rouée de coups par des militaires israéliens près de Jérusalem. «Je peux te tuer», a lancé en anglais l'un des soldats. Selon *Libération*, qui rapportait l'information, la victime s'était vue déconseiller de porter plainte afin de ne pas gêner la visite que devait effectuer quelques jours après en France le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu !

Le lendemain mardi, c'est le directeur du centre culturel de Jérusalem-Ouest, Olivier Debray, qui, à bord d'un véhicule pourvu de plaques consulaires, a été insulté et brutalisé par des policiers israéliens en pleine ville. Plus grave, en janvier dernier déjà, en pleine guerre contre Ghaza, le domicile d'un agent consulaire français a été occupé en son absence par des militaires israéliens qui l'ont tout bonnement saccagé, souillé d'excréments l'emblème national français avant de voler des objets de valeur.

Rappelons encore, et la liste des vexations à l'endroit des diplomates français est longue, ce qui était arrivé le 11 juin 2008 à Catherine Hyver, consule adjointe à Jérusalem. Elle avait été retenue dix-sept heures sans boire ni manger par la sécurité israélienne à un point de passage de la bande de Ghaza parce qu'elle avait refusé que l'on fouille son véhicule et sa valise diplomatique.

La France de Sarkozy a, bien sûr, protesté. Mollement. Sans que cela soit ébruité outre mesure. Sans que cela fasse les gros titres de la presse. Télés et radios, qui pèsent plus que les journaux, ont observé un silence pudique, notamment sur le fait que le drapeau français ait été souillé d'excréments par des militaires israéliens.

Un silence qui contraste avec cette levée de boucliers provoquée par les sifflets à l'endroit de la Marseillaise au stade de France : on avait eu droit aux commentaires indignés de télés françaises, de

Par Hassane Zerrouky

ministres et de députés de droite. Concernant Israël, les excès de ses soldats, rien !

Imaginons un instant que l'emblème français soit souillé en Algérie comme il l'a été en Israël ! Et bien, ça aurait provoqué l'incident diplomatique, ça aurait fait la une des médias, Alger aurait été rappelé à l'ordre, son ambassadeur convoqué...

H. Z.

CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE NATIONALE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Miser surtout la qualité de la formation

Modernisation et qualification de l'administration, rationalisation et bonne répartition des dépenses et poursuite des réformes s'inscrivent dans le plan d'action quinquennal 2009-2013.

Le but est l'amélioration de la qualité de la formation et de l'enseignement professionnels. Ce sont les grands thèmes retenus lors de la conférence nationale de la formation professionnelle clôturée hier à Alger.

Le développement du secteur ne se limite pas à l'introduction des TIC, certifiait hier El-Hadi Khaldi. Une mise à niveau s'impose et elle touchera l'ensemble des travailleurs du secteur, y compris les analphabètes. Des sessions spéciales leur seront consacrées, suivant un programme défini.

Le ministre insistera, par ailleurs, sur le changement de l'organigramme du ministère au niveau des wilayas. Il s'agira, d'après le premier responsable du secteur, de la bonne répartition des postes de responsabilité, respectant la concordance compétence-responsabilité. L'attention sera axée sur la définition des prérogatives des directeurs de wilaya, notamment en matière d'acquisition des équipements.

Tous les efforts entrepris viennent en

Photo : Samir Sid

application aux recommandations des premières assises nationales de la formation et de l'enseignement professionnels et le plan d'action du secteur, estime le ministre.

Des commissions spéciales seront mises en place pour l'étude des propositions issues des quatre ateliers, qui ont débattu trois jours durant, des lacunes observées dans le secteur.

Le ministre appelle à l'ouverture des entreprises aux stagiaires et aux enseignants issus de la formation professionnelle. «Nous passerons du quantitatif au qualitatif», dira Khaldi.

W. Z.

POUSSE AVEC EUX !

Le général pipelette, la lettre introuvable et le peu de sérieux des postes françaises !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Festival panafricain. Safy Boutella met le feu à Bel Abbès.

La Protection civile dément !

Ben dis donc ! Voilà maintenant que, côté français, personne n'arrive à mettre la main sur la fameuse note d'alerte qu'aurait rédigée le non moins fameux général Buchwalter, le général à la retraite le plus bavard des armées du monde. Cette missive dans laquelle le bon vieux militaire affirme avoir informé sa hiérarchie de l'implication des Algériens dans la mort des moines de Tibhirine. Voilà que sa «hiérarchie» annonce tout bonnement qu'elle n'a pas trouvé la lettre. Gloups ! Mais où est donc cette lettre ? Hervé Morin, ministre français de la Défense, jure qu'il n'en sait rien. Charles Million, ancien ministre de la Défense jure, lui aussi, qu'il n'en sait rien. C'est tout de même un comble que dans une république aussi prestigieuse que la République française, une nation empreinte de modernité, de savoir-faire et d'organisation cartésienne, on ne puisse pas mettre la main sur un document d'une telle importance, une note classée «secret défense». Comment expliquer cette situation ? Peut-être une négligence, une sorte de bavure administrative au niveau du service «archives» de l'ANP dialhoum. Peut- être. On peut ainsi supposer qu'un ou une archiviste a laissé traîner la lettre signée «Buchwalter» sur un bureau, et que le soir, après le départ de tout le personnel, les agents chargés du nettoyage l'ont mise à la poubelle ou introduite dans le broyeur de papier. C'est possible. Comme il est aussi possible d'imaginer que la lettre se soit perdue entre le fax du brave général et celui de sa hiérarchie. Même si, avec cette hypothèse-là, on peut toujours exiger de Buchwalter qu'il fournisse l'accusé de bonne réception que délivrent tous les fax qui se respectent lorsque le document qu'ils ont envoyé est arrivé à bon port. Mais bon, là, dans ce cas de figure, le général pipelette peut toujours arguer du fait qu'il n'a pas gardé l'accusé. De réception, bien sûr. Enfin, quoi qu'il en soit, toute cette histoire fleure l'amateurisme. A ce niveau-là, les Français ne peuvent pas venir aujourd'hui, benoîtement, sans avoir l'air d'y toucher, nous dire qu'ils n'arrivent pas à mettre la main sur cette lettre. Non ! Car soit Buchwalter a menti, soit les plus hautes autorités françaises ont menti. Dans les deux cas, on ne peut fonder des relations sérieuses entre deux Etats sur le… mensonge. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

www.tacervellesarrete.blogspot.com